

ESTUDOS DE ECONOMIA

DIRECTOR: M. Manuela Silva

CONSELHO EDITORIAL

J. Ferreira do Amaral — J. Martins Barata
E. de Sousa Ferreira — Avelino de Jesus
Adelino Torres — Nuno Valério

Vol. VII, n.º 1, Out.-Dez., 1986

Artigos

Serge Latouche

L'impact du «Paradoxe du retour des techniques» sur le problème du choix des techniques dans le développement

José Pedro Pontes

Equilíbrio de mercado e ótimo numa economia espacial

Adelino Torres

Le processus d'urbanisation de l'Angola dans la période coloniale (années 1940-1970)

António Cipriano A. Pinheiro e Maria Leonor Silva Carvalho

O impacto da política agrícola comunitária ao nível das empresas portuguesas: o caso do Alentejo

Nuno Valério

The role of the government in portuguese economic growth 1851-1939

Antologia

Raul Prebisch e a sua interpretação da crise do capitalismo, *Manuela Silva*

Comunicações/Notas de actualidade

O envolvimento internacional da economia portuguesa: uma análise dos fluxos de investimento

IV Conferência Anual da Confederação Europeia das Associações de Economistas

III Jornadas Internacionais de Economia Monetária e Bancária

IX Congresso Internacional de História Económica

Políticas de estabilização — Curso de pós-graduação do Prof. M. Connolly

Perspectiva europeia do estruturalismo económico latino-americano — Homenagem a Raul Prebisch

Recensões

INSTITUTO SUPERIOR DE ECONOMIA

LE PROCESSUS D'URBANISATION DE L'ANGOLA DANS LA PÉRIODE COLONIALE (ANNÉES 1940-1970)(*)

Adelino Torres(**)

Introduction

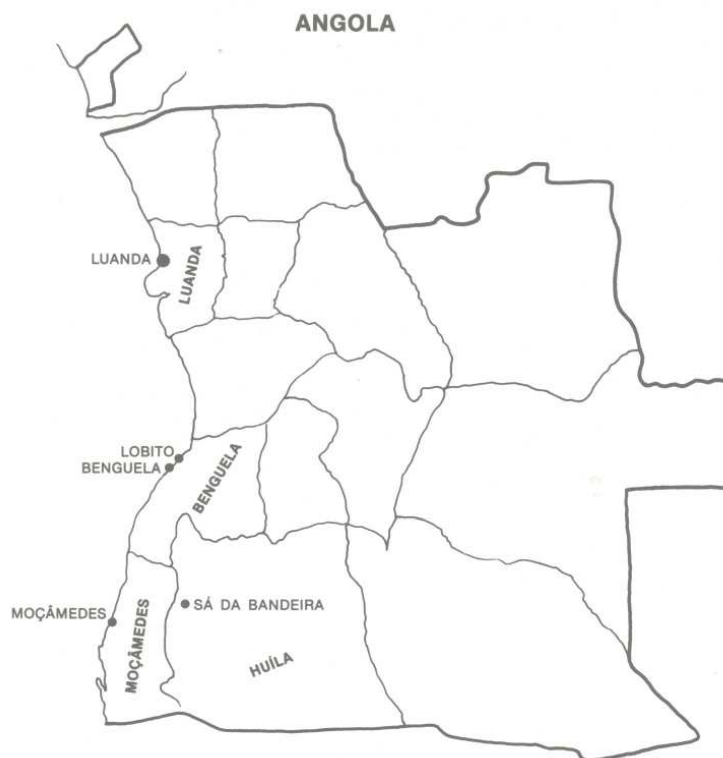
Ce travail prétend analyser certains aspects du processus d'urbanisation en Angola entre 1940 et 1970, en mettant en relief comment l'organisation et l'occupation de l'espace urbain expriment des rapports sociaux où, dans une situation coloniale donnée, les critères raciaux sont explicitement et implicitement présents.

La tentative de construction d'un *modèle* de classes urbaines en Angola, que nous avons cru utile d'élaborer, prétend confirmer que les ruptures spatiales correspondent à des ruptures économiques, sociales et raciales qui sont à leur origine et en sont, en même temps, les produits. Ce modèle permet alors une lecture complémentaire de ce tissu urbain à la fois miroir et moule des flux qui le traversent. Nous l'avons fait à partir des statistiques socioprofessionnelles, de l'observation empirique et de l'indice de *prestige social*.

L'utilisation de deux indicateurs, la qualité des matériaux de construction des habitations et la structure de classes de l'espace urbain, prétend démontrer que la configuration de cet espace ne répond pas seulement à un développement économique plus ou moins neutre. Elle présente une texture multidimensionnelle qui éclaire les pouvoirs et segmente les devoirs de ceux qui occupent le terrain.

Les données très parcellaires fournies par les recensements de 1940, de 1960 et de 1970 (surtout de ce dernier, jamais achevé) sont loin d'être suffisantes pour un travail de cette nature. C'est pourquoi du point de vue scientifique nous restons au niveau des hypothèses. Nous aurions voulu démontrer que le processus d'urbanisation en Angola s'est fait au détriment de la population africaine et que cela répond à une logique de pouvoir et de confrontation qu'aucun discours ne peut éluder. Du moins, nous avons cru avoir décelé dans les matériaux de construction des maisons une sémiologie et dans les statistiques socio-professionnelles l'embryon d'une syntaxe. C'est plutôt un décodage qu'une lecture mais peut-être suffisant, espérons-le, pour en dégager le sens.

Nous avons choisi cinq villes dont l'évolution nous a semblé plus significative : *Luanda* (c'est-à-dire le district de Luanda), *Lobito* et *Benguela* (dans le district de Benguela), *Moçâmedes* (dans le district de Moçâmedes) et *Sá da Bandeira* (capitale du district de Huíla)



Les statistiques disponibles nous obligent à étudier tantôt les villes proprement dites tantôt les communes. En 1940 il y avait une meilleure correspondance entre villes et communes. En 1960, et a fortiori dans les périodes suivantes, les limites administratives des communes ont dépassé celles des villes, s'étendant par conséquent aux zones rurales environnantes. Dans ces conditions la comparaison entre les communes de 1940 et les communes de 1960 n'est pas toujours rigoureuse.

Par ailleurs, la disparition, à partir du recensement de 1960, de la distinction entre groupes raciaux dans la structure socio-professionnelle de la population active est venu rendre plus difficile l'analyse des inégalités sociales entre la population africaine et la population d'origine européenne. D'où le recours à l'observation empirique et au concept de «prestige» pour essayer d'esquisser un modèle de «classes» opératoire.

1 - La qualité des matériaux de construction symbole de l'appropriation de l'espace social

L'habitation est un des révélateurs de l'évolution économique d'une région et, naturellement, de la stratification sociale de ses habitants. Celle-ci est certes traduite par la forme d'appropriation de l'espace géographique (résidence en ville ou en banlieue) mais également par la capacité d'insertion des hommes dans l'espace social à travers, par exemple, *le type et qualité des matériaux utilisés dans la construction des maisons.*

La lecture des recensements permet des observations intéressantes à cet égard. Ainsi, les matériaux utilisés dans la construction des immeubles sont de la maçonnerie (béton armé, ciment ou brique), du bois, de l'«adobe» (espèce de brique de boue séchée au soleil) et «d'autres matériaux». Cette dernière rubrique, assez

imprécise, comprend des constructions avec des troncs, avec des plaques de zinc, etc.

La qualité des matériaux a une importance sociologique évidente. Encore que les recensements ne classifient pas les groupes raciaux en liaison directe avec les types de maisons qu'ils occupent, l'observation empirique⁽¹⁾ permet d'affirmer que, spécialement dans les années 40-50, la plus grande partie de la population blanche habitait des maisons bâties avec des matériaux «riches» en maçonnerie (brique et ciment) alors que la quasi totalité de la population africaine, noire et métisse, résidait dans des constructions faites avec des matériaux «pauvres»: briques de boue séchée au soleil et «d'autres matériaux».

Ajoutons que le nombre de noirs «assimilés» est très faible en 1960: 37 873 individus, soit 0,82 % de la population noire totale ⁽²⁾.

Ceci ne signifie pas qu'à partir de la décennie de 60 on ne puisse pas trouver un certain nombre d'africains habitant des immeubles en dur (ciment et brique) en même temps que des européens, poussés hors du centre des villes par le chômage, allaient vivre dans les bidonvilles (muceques), occupant des logements de fortune faits avec des matériaux plus que médiocres. Toutefois l'hypothèse d'une polarisation race/habitation, c'est-à-dire d'un côté les européens habitant des immeubles en maçonnerie et de l'autre côté les africains (surtout noirs) occupant des maisons en matériaux pauvres dans la périphérie des villes est une hypothèse valable dans ses grandes lignes.

À cette polarisation race/matériaux de construction des habitations s'ajoute une deuxième fracture d'ordre géographique: la dualité centre/périphérie, c'est-à-dire la rupture chaque fois plus prononcée entre la ville moderne et sa ceinture de bidonvilles (muceques). Ceux-ci sont repoussés dans l'espace (habitat) et dans le temps (distances à parcourir) et pratiquement effacés de la mémoire collective urbaine ⁽³⁾. En dépit de l'imaginaire «multiracial» toujours présent dans le discours officiel.

La polarisation raciale est plus accentuée sans doute dans les années 40 que dans les années 60 ou, surtout, les années 70. En effet, à partir des années 60 l'observation empirique confirme que «l'interpénétration», pour ainsi dire, est - légèrement plus significative. On assiste à une certaine mobilité sociale verticale qui a permis à quelques secteurs de la population africaine une, encore que relative, intégration dans certains quartiers de la «ville goudronnée» selon l'expression d'un écrivain angolais. À l'inverse, un nombre déjà appréciable de petits colons, ouvriers, artisans, employés de commerce, petits commerçants, fonctionnaires et chômeurs, s'installe dans les muceques aux côtés des familles africaines. Selon l'enquête de Ladeiro Monteiro, en 1973 environ 3,7 % des habitants des muceques étaient des blancs ⁽⁴⁾.



En comparant le tableau n° 1 (population des villes) avec les résultats obtenus dans le tableau n° 2 (l'habitation dans les communes) dont l'univers plus vaste que celui des villes introduit une certaine marge d'erreur, après tout peu significative, on peut vérifier que la croissance du nombre d'immeubles en maçonnerie accompagne, et dépasse même dans presque toutes les villes de notre échantillon, la croissance de la population blanche. En vingt ans le nombre d'immeubles en dur (béton ou brique) a enregistré des taux de croissance entre 382 % (commune de

Lobito) et 875 % (commune de Benguela). Si l'on tient compte du fait qu'à partir des années 50, avec la hausse des prix mondiaux du café (⁵), on commence à construire des immeubles à plusieurs étages, spécialement à Luanda et à Lobito, les deux plus importants ports de l'Angola, on peut considérer que le problème du logement de la population blanche (ou du moins de sa plus grande partie) a trouvé des solutions relativement satisfaisantes pendant cette période. Autrement dit, la branche d'activité du bâtiment a consacré l'essentiel de ses investissements à répondre aux besoins du secteur colonial, aussi bien en construisant des immeubles d'habitation que des immeubles destinés à l'administration et au commerce.

TABLEAU N° 1
Angola: population des villes de 1940 à 1970 par groupes raciaux
 (et taux de croissance 1940-70)

Villes	Blancs	Métis	Noirs	Total
Luanda:				
1940	9404	6191	46275	61 870
1960	55567	13593	155325	224 484
1970...	126233	39255	314879	480 367
Taux..	1242 %	534 %	580 %	676 %
Benguela:				
1940 ...	1528	1215	14948	17 691
1960....	8706	3148	28421	40 275
1970	10175	4421	26392	40 994
Taux . .	565 ¹ 1.	263 %	76 %	131 ⁰ / ₁₀
Lobito:				
1940	1623	562	14098	16 883
1960	10474	1556	38393	50 424
1970	14152	2780	42567	59 499
Taux . .	771 %	394 %	201 /s	252
Moçâmedes:				
1940	2486	533	5958	8 977
1960	4308	635	3020	7 963
1970	4989	910	6177	12 076
Taux.....	100 % ^o	70%	3 %	34 ⁰ / ₁₀
Sá da Bandeira:				
1940	5227	576	12928	18 731
1960	7494	1142	6492	15128
1970	13429	2538	15707	31 674
Taux	156%	340%	21 %	69%

Sources: Recensement 1940, vol. i, pp. 78-95; Recensement 1960, vol. i, pp. 35-42; Estado de Angola, *Informação Estatística* 1972, Luanda, 1973, et calculs de l'auteur.

TABLEAU N° 2

L'habitation dans les zones urbaines

Communes urbaines	Numéro d'immeubles en maçonnerie (a)	Numéro de blancs par immeuble en maçonnerie (c)	Croissance des immeubles en maçonnerie (en pourcentage)	Croissance des immeubles en brique de boue, bois et autres matériaux pauvres (en pourcentage) (a)
Commune de Luanda:				
1940.....	1 761	5,3	-	-
1960	9 271	5,9	426	(- 75)
Commune de Benguela:				
1940.....	412	4,5	-	-
1960	4 020	2,5	875	(- 73)
Commune de Moçâmedes:				
1940.....	235	11,3	-	-
1960.....	2 135	2,3	808	(- 63)
Commune de Lobito:				
1940.....	759	3,0	-	-
1960	3 661	3,3	382	(- 78)
Commune de Lubango (b):				
1940..	267	23,5	-	-
1960.....	2 140	5,2	701	(- 17)

a) Selon les recensements cités, on considère immeuble «tout édifice ou construction permanente traçant les limites d'une enceinte fermée et couverte, qui soit destinée (par construction, transformation ou adaptation), ou puisse être utilisée à l'habitation ou à l'exercice d'une activité». Le concept de «maçonnerie» (alvenaria) s'applique à tous les immeubles en béton armé, ciment ou brique. Le concept «autres matériaux» inclu des troncs, du zinc, etc.

(b) La commune de Lubango intègre la ville de Sà da Bandeira, capitale du district de Huila.

(c) Cette colonne, conjuguée avec la colonne antérieure aussi bien qu'avec le tableau n° 1, met en évidence un aspect intéressant qui renforce notre démonstration: s'il y a 5,9 blancs par immeuble en maçonnerie en 1960, en 9271 immeubles il y aura 54 698 blancs. Comme le tableau n° 1 indique qu'à la même date, à Luanda, furent recensés 55 567 blancs, il paraît clair que la plupart des immeubles sont destinés aux blancs. Encore faut-il ajouter que ces 9271 immeubles intègrent ceux destinés à l'Administration et au commerce. Bien entendu dans les immeubles en hauteur (une ou plusieurs étages) pourraient, par hypothèse, être logés des africains. Ce n'est pas le cas pour deux raisons:

1° On sait par l'observation empirique que, sauf rares exceptions connues, les européens et les africains n'occupaient jamais les mêmes immeubles:

2° Les statistiques taisent significativement le nombre d'africains par immeuble en dur, vraisemblablement pour des raisons politiques. Le recensement de 1960 n'a commencé à être publié qu'en 1964 (la guerre nationaliste a été déclenchée en 1961), alors que, depuis 1961, les attentions mondiales étaient fixées sur l'Angola.

Sources: Recensement 1940, vol. I, pp. 78-95 et vol. II, pp. 3-32. Recensement 1960, vol. annexe, pp. 37-46, et calculs de l'auteur.

En effet le tableau n° 2 montre que le nombre moyen de blancs par immeubles en dur a diminué dans la plupart des cas. Dans la commune de

Lubango (dont le siège était la ville de Sá da Bandeira) on est passé de 23,5 blancs par immeuble en 1940 à 5,2 colons para immeuble en 1960.

À première vue la situation s'est peu amélioré à Luanda et à Lobito. Cependant la réalité est quelque peu différente: en 1960 Luanda comptait déjà 235 immeubles de trois étages et plus et Lobito 48 immeubles également de trois étages et plus. C'est-à-dire la construction en hauteur a beaucoup atténué les apparentes difficultés de logement de la population blanche.

Par ailleurs, les mêmes statistiques suggèrent que le processus d'urbanisation de Luanda (ainsi que de tous les autres centres urbains de l'échantillon) traduit également les effets d'une politique coloniale de ségrégation économique avec des conséquences directes ou indirectes sur le plan racial. Ainsi, en même temps que la population africaine noire de Luanda augmenta, entre 1940 et 1960, d'environ 235 % (v. tableau n° 1), le nombre de maisons en brique de boue, en bois et dans d'autres matériaux pauvres, a diminué drastiquement dans l'espace de la commune comme on peut le voir dans la dernière colonne du tableau n° 2 (moins 75 % entre 1940 et 1960). Il convient de rappeler que, contrairement aux autres villes, du point de vue administratif la *ville* de Luanda coïncide avec la *commune* de Luanda.

Ainsi, entre 1940 et 1960, le nombre de constructions en brique de boue dans la commune (ville) de Luanda est passé de 639 à 49; celui des habitations en bois est passé de 283 à 697 (le seul matériau pauvre que a eu une augmentation), et celui des «autres matériaux» (pauvres) est passé de 8678 à 4650. Dans l'ensemble, la croissance dum nombre de maisons en matériaux pauvres a été négative comme nous avons pu le vérifier.

Or, entre 1940 et 1960, la population africaine a augmenté de 119 (métis) et de 235% (noirs). Comme de toute évidence les immeubles en dur de la ville étaient principalement destinés à la population blanche disposant de revenus suffisants pour l'achat ou la location, il est clair que l'excédent de la population africaine a été repoussé vers la banlieue, c'est-à-dire vers les bidonvilles (muçeques).

L'énorme et constant développement de cette périphérie signalé para le Prof. Ilídio do Amaral ainsi que par l'enquête de Ladeiro Monteiro ⁽⁶⁾ est le résultat direct de l'exercice d'un pouvoir sur l'espace urbain et ses composantes économiques et sociales, ayant comme conséquence l'approfondissement des clivages raciaux qui y étaient rattachés.

Il faut encore ajouter quelques précisions pour la clarté de l'exposé. Le recensement de 1940 déclare avoir exclu «toutes les constructions des indigènes qui ne sont pas dans les centres urbains de la colonie», et avoir compté seulement celles «qui y sont bâties» ⁽⁷⁾. Le concept de «centre urbain» n'est pas défini mais de toute évidence il excluait les bidonvilles (muçeques). Le recensement de 1960, très laconique, ne nous dit rien sur la méthodologie suivie. Néanmoins, dans sa définition d'«immeuble» on fait référence au caractère *permanent* de la construction ⁽⁸⁾. Il paraît donc clair que les maisons (ou *cases*) des muçeques, dont l'existence (et la qualité des matériaux) est, par définition, *temporaire*, n'ont pas été comptabilisées, sauf peut-être quand elles se situaient sur des terrains murés.

Et si dans la commune de Luanda le nombre de blancs par immeuble en maçonnerie suggère que tous les colons n'ont pas résolu d'une manière satisfaisant leurs problèmes de logement, surtout les colons des classes moins favorisées (le

nombre croissant de blancs habitant les muceques confirme cette idée), dans les autres communes urbaines il semblent avoir trouvé des solutions plus satisfaisantes, en tout cas incomparablement meilleures que celles de la grande masse des africains. A Benguela, par exemple, où la population blanche a augmenté *en pourcentage* presque autant que celle de Luanda entre 1940 et 1960, le nombre de blancs par immeuble en dur est passé de 4,5 à 2,5 (v. tableau n° 2). D'une façon encore plus prononcée, la crise du logement _ dans la commune de Lubango (23,5 blancs/ immeuble en 1940) paraît avoir trouvé quelques solutions en 1960 (5,2 blancs/immeuble).

Comme on l'a constaté plus haut, la population africaine a vu sa situation évoluer tout autrement. Ajoutons encore le facteur *distance*. Il est évident qu'habiter une case à la fin du xix siècle dans zone de Coqueiros (à 500 mètres du centre de la ville de Luanda) et habiter la même case en 1970 dans le muceque Golfo (à plusieurs kilomètres du centre) n'est pas du tout la même chose. Autrement dit, les africains pauvres (c'est-à-dire l'immense majorité de la population noire) ont du parcourir des distances de plus en plus grandes de leur domicile à leur lieu de travail. Ces distances augmentaient au rythme de l'expansion urbaine mais le réseau des transports publics était loin d'accompagner ce développement.

Bien entendu, et au contraire de ce que certains observateurs semblent encore croire, les blancs ne constituaient pas une masse homogène, vaguement définie par le concept d'«exploiteurs». La société coloniale présentait une stratification complexe où le facteur racial venait s'ajouter aux différences économiques et sociales.

Les renseignements que nous avons réunis précédemment résultent, en - quelque sorte, d'un regard plongeant sur la texture et l'occupation de l'espace urbain. Nous allons maintenant essayer d'effectuer une coupe transversale dans le tissu qui emplit ce même espace, de façon à mettre en relief, par un autre biais, la stratification sociale existante. Nous efforcerons de dégager les premiers éléments d'un modèle de «classes»⁽⁹⁾ encore peu rigoureux, mais, compte tenu des informations disponibles, méthodologiquement acceptable peut-être.

2 - Éléments sur la stratification socio-professionnelle urbaine

La comparaison entre les résultats du recensement de 1940 et ceux de 1960 est assez précaire puisque les catégories socio-professionnelles sont définies selon les critères quelque peu différenciés. Le premier recensement sépare les groupes raciaux, mais sa distinction entre salariés et entrepreneurs individuels reste assez grossière. Le recensement de 1960 permet une stratification plus fine mais ignore les groupes raciaux, escamotant ainsi la situation défavorable des travailleurs africains. Il est toutefois possible souligner quelques points de repère qui rapprochent les résultats des deux recensements.

En 1940 la population active dite «civilisée» (toutes races comprises) avait la distribution suivante par secteurs:

- Secteur primaire: 13%;
- Secteur secondaire: 19%;
- Secteur tertiaire: 68%.

Inutile de rappeler que les africains noirs étaient, à cette époque, pratiquement absents de la population dite «civilisée».

Une des caractéristiques de la colonisation portugaise, même jusqu'aux années 60, est la forte concentration de population active «civilisée» (à majorité de blancs) dans le secteur tertiaire, c'est-à-dire, essentiellement des fonctionnaires, des commerçants et des employés. Par ailleurs, on sait que dans les *districts* où la concentration urbaine est plus grande (Luanda et Benguela) le pourcentage de population active «civilisée» travaillant dans l'agriculture est inférieure à la moyenne de la colonie dans son ensemble (6,5% dans le district de Luanda et 9 % dans le district de Benguela) et très en dessous des pourcentages obtenus par le secteur primaire dans les autres districts: le district de Moçâmedes (pêche et agriculture) enregistre 25 %. Celui de Huila (agriculture et bétail) 22%.

Le secteur secondaire est bien entendu (en 1940) essentiellement caractérisé par ses activités artisanales. Enfin partout la population active dite «civilisée» du secteur tertiaire dépasse 60% du total.

Précisons toutefois que si dans les pourcentages de chaque secteur se trouvent toutes les races confondues, l'observation empirique distingue aisément des clivages profonds dans chaque secteur entre les différents groupes raciaux. Par exemple (en 1940 toujours) parmi la population blanche active (dite «civilisée») 12% sont des fonctionnaires de l'Administration, alors que parmi la population active noire (dite «civilisée») ce pourcentage ne dépasse pas 5 %. Mais il ne s'agit pas, bien entendu, des mêmes niveaux de rémunération, de qualification, de privilèges, de prestige ou de pouvoir car seuls les blancs occupaient les places supérieures et intermédiaires de la hiérarchie alors que les noirs se trouvaient dans leur quasi totalité au bas de l'échelle. Parmi les africains, seuls quelques rare métis parvenaient aux places de responsabilité.

D'une manière générale le recensement de 1940 montre que dans la population active dite «civilisée»:

- 1 ° Environ 73 % des blancs intègrent le secteur tertiaire, spécialement dans le petit commerce, l'armée et l'Administration;
- 2° Les métis, proportionnellement plus nombreux que les blancs dans le secteur secondaire (activités artisanales) vivent, dans le secteur tertiaire, du commerce, des emplois administratifs et des services domestiques;
- 3° Les noirs ont souvent la même distribution que les métis dans les secteurs primaire et secondaire, mais, dans le tertiaire, occupent surtout des places d'employés de maison (*boys*, blanchisseuses).

En résumé, on aperçoit en filigrane les grandes lignes d'une organisation socioprofessionnelle où la place occupée dans l'appareil économique, politique et social est en interaction avec l'appartenance raciale des individus.

L'évolution de l'activité économique entre 1940 et 1960 est un peu mise en relief dans le tableau n.° 3 où l'on compare le nombre des travailleurs salariés avec celui des individus établis à leur compte. Dans le recensement de 1940 les individus «établis à leur compte» constituaient une catégorie peu claire puisqu'elle incluait aussi bien les «patrons» que les «entrepreneurs individuels». Dans le recensement de 1960 on faisait déjà la distinction entre les deux.

En analysant au premier abord le tableau n° 3 on est surpris par l'évolution qui a eu lieu entre 1940 et 1960 dans tous les districts sauf ceux de Luanda et de Moçâmedes: en dépit de la croissance économique qui, indéniablement, s'est vérifiée en Angola pendant ces vingt années, le nombre d'individus travaillant pour

le compte d'autrui (salariés) a, dans l'ensemble de la colonie, diminué par rapport au nombre d'individus travaillant à leur compte.

Cela est dû, croyons nous, à l'important nombre de colons qui ont débarqué en Angola entre 1940 et 1960. Paradoxalement (puisqu'il s'agit en général - de colons aux ressources modestes) beaucoup se sont établis à leur compte, en particulier dans le petit commerce. Cela ne signifie pas qu'ils aient un capital appréciable. Le commerce de colportage et les ventes à consignment exigent surtout du crédit. Les commis voyageurs sont plus souvent des «entrepreneurs individuels» que des employés, selon une tradition que remontait déjà au xixe siècle. Eux aussi dépendaient davantage du crédit que des capitaux propres. Les raisons de ces «choix» il faut les chercher dans deux directions: d'une part il y avait relativement peu d'emplois fixes par rapport au nombre des immigrants qui arrivaient dans chaque paquebot. D'autre part il semble bien que beaucoup se refusaient à reprendre dans la colonie (censée d'offrir des conditions d'enrichissement rapide) leur ancien état d'ouvrier, de salarié agricole surtout ou dans des professions que dans la «Métropole» étaient tout aussi pénibles, mal rémunérées et sans statut. A la limite, beaucoup préféraient être des colporteurs.

TABLEAU n° 3
Nombre de salariés para travailleur établi à son compte,
qu'il soit « patron » ou « entrepreneur individuel »
(toutes les « races » confondues)

	Nombre de salariés par chaque travailleur établi à son compte (« patrons » e « entrepreneurs individuels)
Angola (population totale) :	
1940	2
1960	1,3
1970	n.d.
District de Luanda :	
1940	2,8
1960	4,7
1970	7,1
District de Benguela :	
1940	2
1960	1
1970	n..d.
District de Moçâmedes :	
1940	1
1960	11,6
1970	n.d.
District de Huíla :	
1940	1,6
1960	1,1
1970	n.d.

Note. - Dans la colonne de droite, la catégorie de «travailleur établi à son compte» inclut des patrons (ayant des employés et/ou des ouvriers) et entrepreneurs individuels (qui n'ont ni d'employés ni d'ouvriers). Le recensement de 1940 ne fait aucune distinction. Dans le recensement de 1960, où cette distinction est faite, nous avons additionné «patrons» et «entrepreneurs individuels» pour

pouvoir faire la comparaison entre les deux recensements. Quant au recensement de 1970, seules les statistiques du District de Luanda ont été publiées.

Source: Recensement 1940, vol. vii, pp. 48-128. Recensement 1960, vol. iv, pp. 95-02, et calculs de l'auteur.

Du point de vue psychologique, il intervient ici un élément difficilement mesurable mais, à notre avis, important et qui mérite une brève parenthèse.

Placés souvent au bas de l'échelle sociale dans la «Métropole», ces hommes trouvent soudain, en débarquant en Angola, des gens qui leur sont socialement «inférieurs» par le simple fait de la couleur de leur peau et de leur statut, quelque peu mystérieux et «naturel», de colonisés. Pour ainsi dire, au moment même où leurs pieds foulent le sol africain, par un miracle qui leur échappe, ils se trouvent promus à la catégorie vague mais flatteuse de «civilisateurs». Dorénavant ils ne doivent plus regarder seulement vers «le haut». Nouveaux «seigneurs», ils peuvent (et doivent sous peine de déchoir) regarder aussi vers «le bas», car ils partageront avec la société coloniale dominante, uniquement parce qu'ils sont blancs, un pouvoir nouveau pour eux. Et si leur place tout fraîche dans l'échelle sociale est bien moins haute qu'eux mêmes ne le supposent, elle est toutefois suffisamment élevée pour causer le vertige à ceux qui ont des comptes à régler avec leur propre passé. Ces miettes de «pouvoir» peuvent paraître aujourd'hui dérisoires. En fait elles ont joué un rôle certain dans les représentations collectives et, en partie du moins, conditionné les relations entre les populations européenne et africaine.

Cependant à Luanda, où la concurrence est de plus en plus forte, même dans les petits métiers indépendants, l'essor de l'industrie du bâtiment offre quelques débouchés. De même l'industrie de la pêche à Moçâmedes. Ailleurs, dans les districts de Benguela et de Huila, cette main-d'oeuvre blanche cherche une place dans le petit commerce surtout. Ceci explique peut-être que le nombre de salariés ait augmenté dans les deux premiers districts et diminué dans les deux derniers. Tout porte à croire que la situation change significativement à partir du milieu des années 60 (expansion économique) et il est dommage que le recensement de 1970 n'ait pas été publié pour le démontrer.

D'une manière générale on peut dire que la période 1940-1960 se caractérise par la prépondérance de «l'importation» de travail sur l'importation de capital. Les années 1960-1970 connaissent le processus inverse: l'entrée de capitaux l'emporte sur les hommes. Ceci explique qu'en dépit d'une plus faible croissance démographique des blancs en 1960-70 que dans la période antérieure (1940-60), les années 60 et le début des années 70 se soient caractérisées par un essor économique très important. Cela aura des conséquences sur la structure socio-professionnelle, car l'expansion capitaliste va exiger l'entrée dans le marché du travail urbain d'un nombre chaque fois plus important de jeunes africains, avec le statut de salariés et ayant parfois un niveau d'instruction significatif.

L'analyse des groupes socio-professionnels d'après le recensement de 1960 et l'appréciation de certaines statistiques relatives à 1970 va permettre d'entrevoir les contours de la nouvelle situation dans les centres urbains et, - par la suite, d'étayer une esquisse de modèle de «classes» mettant à jour le partage des pouvoirs dans l'espace multiforme défini par la dynamique de l'urbanisation.

3 - Stratification sociale à partir de 1960

Comme il a été dit, le recensement de 1960 ne fait pas la distinction, pour les catégories socio-professionnelles, entre les groupes raciaux. Toutefois il est possible, à l'aide de l'observation empirique, d'élaborer une typologie préliminaire à un modèle de «classes», même si les concepts et le modèle sont loin d'avoir la rigueur scientifique souhaitable.

Commençons d'abord par le classement en dix *catégories* («grands groupes de professions») présentées par le recensement de 1960:

- 1) Personnes exerçant une profession libérale, techniciens et autres; 2) Directeurs et personnel administratif supérieur; 3) Employés de bureau;
- 4) Commerçants et vendeurs;
- 5) Agriculteurs, pêcheurs, chasseurs, sylviculteurs et autres; 6) Mineurs, ouvriers des carrières et autres; 7) Travailleurs des transports et des communications; 8) Ouvriers qualifiés, spécialisés et manoeuvres;
- 9) Travailleurs spécialisés des services, des sports et des activités de loisir;
- 10) Personnes ayant une profession mal définie.

Chaque catégorie ci-dessus indiquée se divise en sous-groupes:

- a) Patrons (ayant des employés ou des salariés);
- b) Entrepreneurs individuels (n'ayant pas d'employés ou des salariés);
- c) Employés (touchant une rémunération mensuelle);
- d) Salariés (touchant une rémunération journalière ou hebdomadaire);
- e) Travailleurs payés à la tâche.

En conjuguant les deux paramètres (catégories et *sous-groupes* de ces catégories) on peut obtenir un tableau de la stratification socioprofessionnelle. L'utilisation de l'indicateur de *prestige social* fourni par l'observation empirique permet de dépasser le concept, quelque peu statique, de couche sociale et d'avancer, encore que de façon provisoire, vers une conception de *modèle de classes*.

L'échantillon fait ici référence aux *districts* et non pas aux *villes* proprement dites. Mais, étant donné le poids démographique considérable que celles-ci ont dans les districts respectifs, la marge d'erreur par rapport à un modèle rigoureusement urbain semble tolérable.

Les données statistiques concernent la population résidente, active et ayant une profession.

Ne disposant pas de grilles de revenus -d'ailleurs peu significatives pour les hauts fonctionnaires, cadres supérieurs et patrons ou entrepreneurs individuels- au critère du *revenu* nous avons préféré l'indicateur de *prestige* construit à partir de l'observation empirique et de notre propre expérience vécue in loco.

Nous distinguons quatre classes:

- A) Classe supérieure;
- B) Classe moyenne;
- C) Classe basse. Celle-ci implique une sous-division:
 - a) Couches hautes;
 - b) Couches intermédiaires;

- c) Couches basses;
- D) Classe infra-basse.

Voyons maintenant quelles sont parmi les dix *catégories* professionnelles du recensement de 1960 (voir plus haut) celles que l'on peut intégrer dans la classe supérieure (les numéros correspondent à ceux du recensement, de 1 à 10). Chaque *catégorie* se conjugue éventuellement avec les différents *sousgroupes* déjà indiqués. Par exemple la catégorie 1 peut s'articuler avec les sousgroupes a), b) et c) pour intégrer la classe supérieure en même temps que d'autres catégories et d'autres sous-groupes, comme nous allons le voir.

A) Classe supérieure:

- 1) Professions libérales (individus qui sont dans la situation de patrons, d'entrepreneurs individuels et d'employés);
- 2) Directeurs (individus qui sont dans la situation de patrons, d'entrepreneurs individuels et d'employés);
- 3) Commerçants (individus qui sont dans la situation de patrons);
- 4) Travailleurs spécialisés (individus qui sont dans la situation de patrons);
- 10) Personnes ayant une profession mal définie (individus qui sont dans la situation de patrons).

Nous avons articulé dans le premier groupe la catégorie «professions libérales» avec le sous-groupe des «employés» (payés au mois), parce que nous entendons que ce sous-groupe comprend en général des cadres techniques dont le prestige et la rémunération justifient, *dans la société coloniale*, leur place - dans ce que nous appelons la «classe supérieure». Bien entendu, il y a des employés qui n'ont pas ces caractéristiques et qui, de ce fait, seront intégrés dans les autres classes. Autrement dit, le sous-groupe «employés» se sous divise lui aussi en plusieurs couches, depuis le petit commis jusqu'au clerc ou fondé de pouvoir. Par ailleurs, les sous-groupes «salariés» et «travailleurs payés à la tâche» sont, du moins dans leur majorité, des techniciens subalternes, généralement peu qualifiés. Dès lors nous ne les avons pas placés dans la «classe supérieure» mais, tout au plus, dans la «classe moyenne».

B) Classe moyenne:

- 1) Professions libérales (uniquement les individus de cette catégorie qui, paradoxalement, appartiennent au sous-groupe des «salariés» et des «travailleurs payés à la tâche»);
- 3) Employés de bureau (individus des sous-groupes des «entrepreneurs individuels» et des «employés»);
- 5) Agriculteurs (ceux du sous-groupe des «patrons». Ici nous partons de l'hypothèse que les agriculteurs, quel que soit leur poids économique, ont relativement peu de prestige social dans la société urbaine coloniale. Sauf les exceptions, bien entendu, cette hypothèse est vérifiée par la pratique);
- 7) Travailleurs des transports (ceux du sous-groupe des «patrons»);
- 9) Travailleurs spécialisés (ceux du sous-groupe «entrepreneurs individuels»).

Rappelons que si nous avons inclu la catégorie des «employés de bureau» dans la classe moyenne et non pas dans la classe basse, c'est parce que les «employés de bureau» (¹⁰) se trouvent souvent dans une situation plus prestigieuse (locaux de travail parfois luxueux, «dignité» des fonctions, nécessité d'une certaine scolarité, etc.) que celle des ouvriers, même quand ceux-ci perçoivent des rémunérations plus élevées.

Il faut aussi ne pas perdre de vue que ceci s'applique à une société où le facteur racial joue, notamment en termes de prestige, un rôle fondamental. Dans ce type de société il est de règle qu'un blanc ait davantage de pouvoir et de prestige qu'un africain, même si celui-ci est plus instruit. Cet absurde de l'imaginaire collectif des colons résulte moins d'un raisonnement logique que d'une réaction de peur caractéristique des minorités. Cela n'a pas moins des implications pratiques, plus ou moins sournoises, mais désastreuses à long terme.

C) Classe basse:

Pour essayer de mieux cerner la complexité de la situation à ce niveau, la «classe base» doit être sous divisé en trois couches:

a) Couches hautes:

- 3) Employés de bureau (individus des sous-groupes des «salariés» et des «travailleurs payés à la tâche»);
- 4) Commerçants (individus des sous-groupes des «entrepreneurs individuels» et des «employés»);
- 5) Agriculteurs (individus du sous-groupe des «entrepreneurs individuels»);
- 6) Mineurs (des sous-groupes des «employés» et des «entrepreneurs individuels»);
- 7) Travailleurs des transports («entrepreneurs individuels»);
- 8) Ouvriers qualifiés (du sous-groupe «patrons»);
- 9) Travailleurs des services (du sous-groupe «employés»);
- 10) Personnes ayant une profession mal définie (des sous groupes «entrepreneurs individuels» et «employés»).

b) Couches intermédiaires:

- 4) Commerçants et vendeurs (des sous-groupes «salariés» et «travailleurs payés à la tâche»);
- 5) Agriculteurs (sous-groupes: «employés», «salariés» et «travailleurs payés à la tâche»);
- 6) Mineurs (sous-groupes: «salariés» et «travailleurs payés à la tâche»);
- 7) Travailleurs des transports (sous-groupes: «employés», «salariés» et «travailleurs payés à la tâche»);
- 8) Ouvriers qualifiés (sous-groupe: «entrepreneurs individuels»);
- 9) Travailleurs des services (sous-groupes: «salariés» et «travailleurs payés à la tâche»);
- 10) Personnes ayant une profession mal définie (sous-groupes: «salariés» et «travailleurs payés à la tâche»).

c) Couches basses:

- 8) Ouvriers qualifiés, spécialisés et manoeuvres (sous-groupes: «employés», «salariés» et «travailleurs payés à la tâche»).

D) Classe infra-basse:

Ce groupe est constitué par les travailleurs les moins qualifiés des secteurs les plus défavorisés de la population. En un mot, c'est essentiellement _ la grande masse du «lumpen prolétariat» et des «indigènes», avec leur cohorte de chômeurs et de marginaux. Leur écrasante majorité est constituée par des africains. Bien entendu, leur prestige est nul dans le système culturel et social - dominant. Ces africains s'entassent dans les muceques de la périphérie urbaine et viennent des zones rurales lointaines ou sont repoussés chaque année plus loin du centre de la ville par une urbanisation tentaculaire.

Il faut rappeler qu'en 1960 seulement 15 104 individus (noirs) étaient considérés «assimilés» dans le district de Luanda (c'est-à-dire 5 % de la population africaine noire du district). Dans les autres districts de notre échantillon, la situation est encore pire: district de Benguela: 2391 individus «assimilés» (soit 0,5 % de la population noire du district); district de Moçâmedes: 288 «assimilés» (0,8 %); district de Huila: 1061 «assimilés» (0,2 %).

Dans l'ensemble du territoire angolais le nombre total d'«assimilés» était environ de 37 873, soit 0,82 % des angolais noirs.

Le modèle de classes sociales que nous avons esquissé déborde les populations *urbaines* proprement dites. Mais étant donné la grande concentration de population active dans les villes des districts du littoral (Luanda, Benguela et Moçâmedes), la marge d'erreur reste, nous semble-t-il, acceptable. Ce modèle, appliqué aux statistiques disponibles, a permis de construire les tableaux n° 4 et n° 5.

TABLEAU N° 4
Nombre d'individus de chaque classe de notre modèle

	Districts			
	Luanda	Benguela	Moçâmedes	Huila
A) Classe supérieure.....	6 107	3 795	645	2206
B) Classe moyenne	7 533	2 932	504	1 128
C) Classe basse	133 047	169 562	20 304	146 790
Dont:				
a) Couches hautes ..	56 400	55 564	4 841	85 861
b) Couches intermédiaires.	36 853	93 271	12 271	43 784
c) Couches basses ..	39 794	20 727	3 192	12 145
D) Classe infra-basse (a)	101 907	170 114	12 547	258 788
Total (a) ..	248 594	346 403	33 923	408 912

(a) La population africaine noire dans la classe *infra-basse* n'inclut pas ici les enfants de la classe d'âge 0-9 ans.

Source: Recensement de 1960, vol. iv, pp. 80-91, et calculs de l'auteur.

TABLEAU N° 5

Pourcentage des individus de chaque classe sociale

	Luanda	Benguela	Moçâmedes	Huila
A) Classe supérieure	2,5	1	2	0,5
B) Classe moyenne ...	3	1	1,5	0,3
C) Classe basse	53,5	49	59,5	36
Dont (a):				
a) Couches hautes ..	22,7	16,0	14,2	21,0
b) Couches intermédiaires...	14,8	26,9	36,1	11,9
c) Couches basses ..	16,0	5,9	9,4	2,9
D) Classe infra-basse	41	49	37	63,2
TOTAL	100	100	100	100

(a) Les pourcentages des «couches» de la classe basse sont calculés par rapport au total général.

Source: Tableau n° 4 et calculs de l'auteur.

La lecture de ces tableaux suscite quelques remarques:

1 ° Le pourcentage de la «classe supérieure» est, comme on pouvait s'y attendre, partout assez réduit par rapport à la population totale. Il est un peu plus élevé à Luanda, c'est-à-dire dans le district où il y a eu la plus grande croissance économique.

2° Si l'on compare le tableau n° 5 avec le tableau n° 6 on constate que, au contraire de ce qu'on croit parfois, tous les blancs ne sont pas dans la classe supérieure ou moyenne. À Luanda, par exemple (v. tableau n° 5), la somme des deux classes les plus élevées est de 5,5 % du total de la population, alors que (v. tableau n° 6) les blancs représentent 17 % de la population. Par conséquent un nombre important de blancs (et de métis) intègre la «classe basse». Tout semble indiquer que la majorité des blancs de la classe basse se retrouve dans les «couches hautes» et «intermédiaires» de cette classe.

TABLEAU N° 6

Pourcentage de la population des quatre districts par « races » (en 1960)

Races	Luand	Bengu	Moçâmed	Huila
Blancs	17	5,5	16	3
Métis	4	1,5	4	1
Noirs	79	93	80	96
<i>Total . .</i>	100	100	100	100

3° Enfin, les districts où la somme des classes supérieures et moyenne atteint le pourcentage le plus élevé (cas des districts de Luanda et de Moçâmedes), ce sont justement ceux où la population blanche est proportionnellement la plus nombreuse.

En nous appuyant sur l'observation empirique, car le Recensement de 1960 n'indique pas, et pour cause, la distribution des races par les catégories professionnelles, nous en déduisons les hypothèses suivantes:

- Les blancs occupaient la totalité de la classe supérieure et, avec quelques africains (surtout métis), la presque totalité de la classe moyenne;
- Les africains noirs étaient représentés dans la classe basse, surtout dans ses «couches basses», mais l'immense majorité constituait la «classe infra-basse».

En résumé, environ 40 % de la population active dans les districts de Luanda, de Benguela et de Moçâmedes et plus de 60 % dans le district de Huila appartiennent à une classe que nous avons appelée «classe infra-basse» très proche de la catégorie du «*lumpen prolétariat*».

C'est naturellement une structure très polarisée: au sommet de la pyramide les européens et à la base les africains. Le seul élément troublant c'est la présence de blancs aussi à presque tous les niveaux de l'échelle sociale, sauf dans la classe infra-basse, non pas tant pour des raisons de revenu (il y a des blancs très pauvres) mais en fonction des critères de *prestige social*, lesquels, dans la société coloniale, sont jusqu'à un certain point indépendants des ressources économiques des ménages.



La comparaison entre les résultats du Recensement de 1960 et les données statistiques de 1970 est très difficile. La partie disponible du Recensement de 1970 couvre, parmi les districts de notre échantillon, seulement le district de Luanda. D'un autre côté les critères de classement socio-professionnels ne sont plus exactement les mêmes. Le tableau n° 7 permet cependant de se faire une idée, encore que relativement grossière, de la situation en 1970 et d'établir quelques bases de comparaison avec les résultats de 1960.

TABLEAU N° 7
Population active par groupes de professions dans la ville de Luanda (1970)
(En pourcentage)

	Blancs	Noirs	Métis	Total
1) Spécialistes des professions scientifiques, techniques, libérales et similaires	13,5	2,0	6,8	6,0
2) Cadres supérieurs d'Administration publique et privée	1,6	0,009	0,3	0,5
3) Employés de bureau	28,0	9,9	31,3	17,1

4) Commerçants et vendeurs...	15,1	3,6	4,2	7,3
5) Travailleurs spécialisés des services	10,2	23,7	13,3	18,7
6) Agriculteurs, éleveurs, forestiers, pêcheurs et chasseurs	1,8	4,4	1,1	3,4
7) Ouvriers et travailleurs non agricoles, routiers, ouvriers qualifiés, spécialisés et autres des industries de transformation	29,4	56,1	42,9	46,7
<i>Total</i>	100,0	100,0	100,0	100,0
<i>(Total des effectifs)</i>	(47246)	(91 278)	(10051)	(148 575)

Note. - Nous n'avons pas arrondi les pourcentages, c'est pourquoi la somme de chaque colonne ne correspond pas tout à fait à 100 %.

Source: INE, Anexo ao *Boletim Mensal de Estatística*, i, n° 3, Luanda, juillet 1973, mapa 8-A.

Ainsi nous voyons dans le tableau n° 7 que les blancs sont, en pourcentage et par rapport au total des blancs actifs, plus nombreux dans les catégories 3) (*employés de bureau*) et 7) (*ouvriers qualifiés*), tandis que les africains noirs ont plus de poids dans les catégories 5) (*travailleurs des services*) et 7).

Par ailleurs, les blancs dépassent les 15 % dans les catégories 1) et 2) réunies, alors que les noirs n'ont que 2 % de leur propre race dans ces deux catégories. C'est naturellement insuffisant mais, de toute façon, cela indique que leur situation s'est quelque peu améliorée par rapport aux années précédentes. Cela signifie que la lutte nationaliste déclenchée en 1961 a eu des répercussions sur la structure des classes sociales et, par là même (comme l'observation empirique le confirme), sur l'emprise de l'espace urbain.

De la comparaison entre les résultats des Recensements de 1960 et 1970 on peut détacher les traits fondamentaux suivants:

- 1 ° Entre 1960 et 1970 on enregistre une certaine mobilité sociale ' verticale de la population africaine, laquelle a eu accès à des positions professionnelles et sociales qui lui étaient refusées avant 1960. C'est plus la tendance que les résultats numériques qui importent ici, car les 2 % de noirs de la catégorie 1) du tableau n° 7 ne représentaient en réalité de 1905 individus, et les 0,009 de la catégorie 2) ne correspondaient qu'à 9 individus.
- 2 ° Mais si ces résultats en 1970 permettent de reconnaître cette «tendance» vers une promotion de la population africaine, ils révèlent un fait plus décisif encore: en dépit des presque dix ans de guerre coloniale et de l'importante croissance économique que les sources les plus diverses confirment, cette promotion est excessivement lente.
- 3 ° Il est évident que les blancs furent les grands bénéficiaires de la croissance économique des années 1960-1970. En 1960 (v. tableau n° 5) les classes supérieure et moyenne représentaient 5,5 % de la population totale du district et tout porte à croire, comme nous l'avons déjà remarqué, que tous ou presque tous - leurs éléments étaient des blancs. En 1970 (v. tableau n° 7) rien que les catégories 1) et 2), qui entreraient dans la «classe supérieure» de notre modèle, correspondaient à plus de 15 % de la population active blanche de la

ville de Luanda. Si l'on pouvait intégrer dans la «classe supérieure» en 1970 quelques sous-groupes des diverses catégories du tableau n° 7, comme nous l'avons fait dans notre modèle pour 1960, on renforcerait certainement encore cette idée que la population blanche (et d'une certaine façon la population métisse) a reçu de la croissance économique des avantages incomparablement plus importants que la population noire.

Conclusion

Il semble bien que le processus d'urbanisation en Angola a exclu presque radicalement la population africaine en tant que sujet et utilisatrice de ses avantages. Au lieu du brassage de races et de la normale interpénétration des *micro cosmos* culturels, l'urbanisation coloniale a accentué le clivage entre la ville et sa périphérie, dans une rupture où la première (blanche) repoussa toujours plus loin la seconde (noire) sans pour autant créer des ponts ou des éléments médiateurs (transports, infrastructures). Dès lors la perception de l'espace et la notion du temps sont différentes pour les européens et pour les africains. Ceux-là, ayant un avenir, pensent la durée et construisent pour cette durée, alors que ceux-ci, n'ayant que le présent, s'installent dans le transitoire. Cette sémiologie de l'habitat exprime une dualité que l'on retrouve dans la structure sociale. Là aussi manquent les médiations indispensables aux équilibres d'une dynamique réelle mais dramatiquement cloisonnée. Le tissu et la morphologie urbaine reflètent cette structure de classes qui répond trop lentement et d'une manière discoordonnée aux impulsions exogènes issues de la croissance économique et de l'accumulation du capital.

Lieu d'habitation, matériaux de construction et appartenance sociale sont des aspects différents d'une même contradiction: la colonisation est, contrairement à son projet, un système de ruptures et non d'intégration, quelle que soit la sincérité des mots par ailleurs.

Le processus d'urbanisation a simplement rendu plus nettes les cassures sous-jacentes et exprimé visuellement, pour ainsi dire, les abstractions imperceptibles.

L'architecture des muceques angolais est l'image périssable d'un discours univoque produit par un imaginaire sans emprise sur la trame mouvante du réel.

NOTES

(*) *Communication présentée au colloque international «Processus d'urbanisation et composantes sociales de la ville en Afrique», Laboratoire Tiers-Monde/Afrique, Universités de Paris I et Paris VII, Paris, décembre 1985. Esta comunicação foi, mais tarde, reproduzida num livro colectivo, coordenado por Michel Cahen.*

(**) *Professor do ISEG. Membro do Centro de Estudos sobre África (CESA).*

1. Plusieurs témoignages, ainsi que des observations *in loco* de l'auteur de ce texte à la fin des années 40, plus quatre séjours en Angola d'août 1974.
2. Pour nos calculs nous avons utilisé la méthode déjà suivie par René Pélissier (cf. *La colonie du Minotaure*, 1978). Africains noirs « naturels de la Province de l'Angola » : 4 600 479 (cf. Recensement 1960, vol. II, p. 13). « Population autochtone » (c'est-à-dire « indigène » non « assimilée » 4 562 606 (cf. Recensement 1960, vol. III, p. 84). Différence : 37 873 individus « assimilés », qui représentent 0,82 % de la populations totale noire de l'Angola.
3. V. AMARAL, Ilídio do (1968), *Luanda*, Lisbonne, JIU. Et encore du même auteur: *Ensaio de um estudo geográfico da rede urbana de Angola*, Lisbonne, JIU, 1962, et aussi *Contribuição para o conhecimento do fenómeno de urbanização em Angola*, Lisbonne, 1978. **(Les travaux du Prof. Ilídio do Amaral constituent une source de référence indispensable à l'étude des problèmes urbains en Angola.)**
4. Cf. MONTEIRO, Ramiro Ladeiro, *A Família nos Musseques de Luanda. Subsídios para o seu estudo*, Luanda, FASTA, 1973, p. 100. A monografia mais bem documentada até hoje sobre esta problemática.
5. V. SOUSA, Alfredo de, *Ensaio de análise económica do café*. Lisbonne, 1958, JIU.
6. V. MONTEIRO (1973), *op. cit.*, et AMARAL (1968 et 1978), *op. cit.*.
7. V. Recensement de l'Angola 1940, vol. ii, p. 1.
8. V. Recensement de l'Angola 1960, vol. anexo, p. 7.
9. La seule tentative qui à notre connaissance a eu lieu sur ce thème fut celle de Henrique Guerra, qui a d'ailleurs suivi une méthode complètement différente de la nôtre. V. GUERRA, Henrique, *Angola: Estrutura Económica e Classes Sociais*, Lisbonne. edições 70, 4e édition, 1979. Pour la période qui va de la fin du XIXe siècle aux années 1920, nous avons également abordé ce problème, dans une perspective socio-économique plus vaste. V. TORRES, Adelino, *O Império Português entre o real e o imaginário*, Lisbonne, Escher.
10. Il faut toutefois ajouter que la profession d'«employé de bureau» est relativement bien payée pour les tâches exigeant un certain niveau de qualification. Dans son enquête sur les familles résidant dans les muceques, Monteiro (*op. cit.*, 1973) remarque que la catégorie la mieux rémunérée était celle des employés de bureau. Encore faut-il dire que parmi les 780 enquêtés, un seul était employé de bureau (0,1 %) avec un traitement de 6400 escudos. «Pour la majorité des individus de l'échantillon (69,5%) les salaires variaient entre 1013 escudos et 1868 escudos» [cf. Monteiro (1973), p. 219].

Resumo

TORRES, Adelino - O processo de urbanização de Angola no período colonial (anos 1940-1970).

Este trabalho tenta pôr em relevo o modo como a ocupação do espaço urbano, a qualidade dos materiais de construção e a estrutura de um determinado modelo de classes permitem a leitura da organização social e revelam as contradições de um discurso cujo imaginário apresenta profundas clivagens com a realidade. Ainda que o exemplo escolhido seja o de Angola entre os anos 40 e 70, o autor admite, implicitamente, que a metodologia utilizada poderia aplicar-se, com ajustamentos, à

análise da sociedade angolana no período contemporâneo.

Abstract

***TORRES, Adelino* - The urbanization process as regards Angola, during the colonial period (1940-1970).**

This study draw attention to the way whereby the occupation of urban space, the nature of building materials and the structure of a given class model enable the social organization to be understood and make known the contradictions of an argument whose imaginary picture displays mashed cleavages with reality. Though the example chosen is that of Angola between the forties and seventies, the author implicitly acknowledges that the methodology employed may, with certain adjustments, be applied to an analyses of Angolan society of today.